

Tout le monde se lève pour Allais

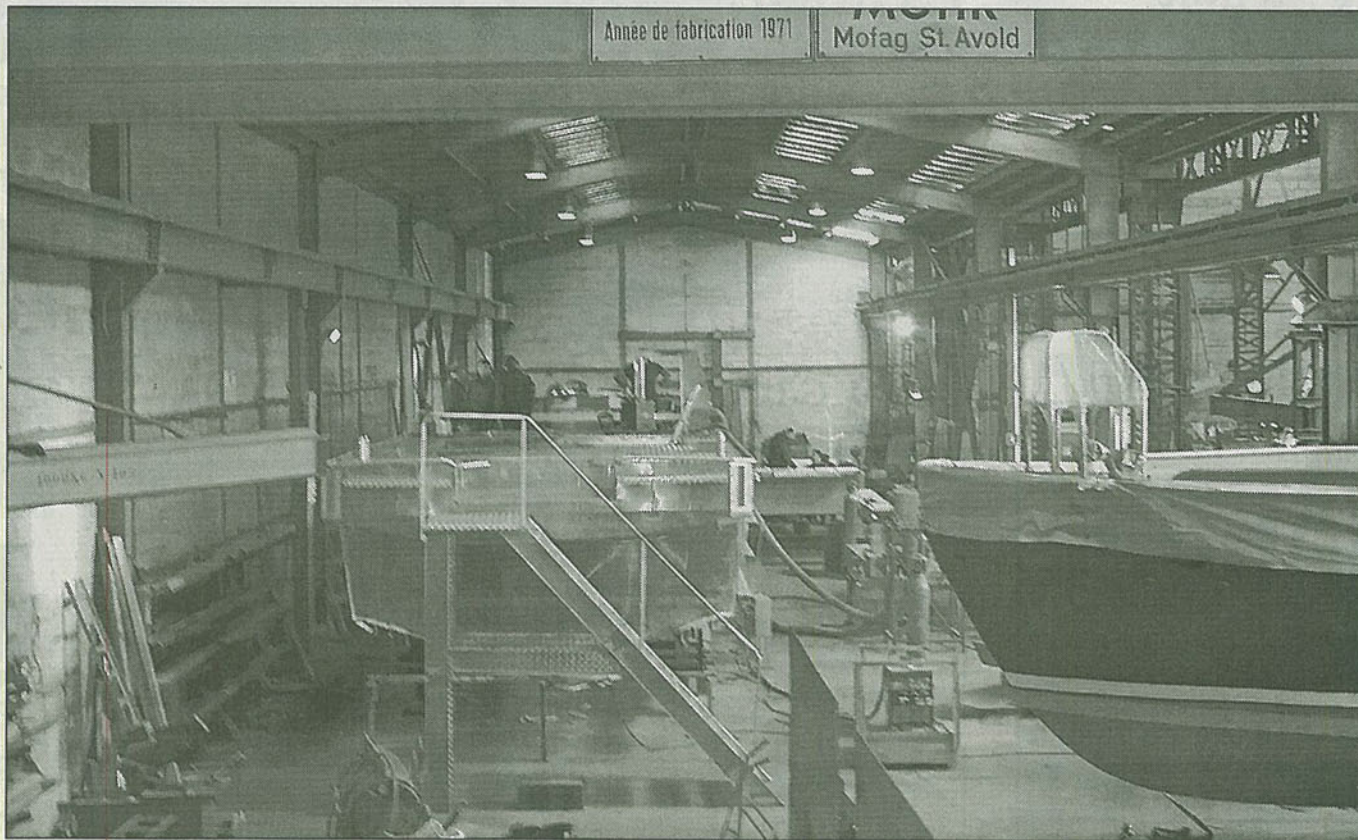
Les institutions se mobilisent pour éviter la délocalisation des chantiers Allais. Le patron se défend de faire du « chantage », mais accepte « ces mains tendues ».

La chambre de commerce, la municipalité et maintenant la communauté d'agglomération... Les réactions, pleines de bonnes intentions, ne manquent pas après l'annonce du projet de délocalisation, en Bretagne, faute de place à Dieppe, des chantiers navals Allais (lire notre édition du 29 juillet). Ce dossier économique s'annonce de taille pour la nouvelle communauté d'agglomération qui a, de sa propre initiative, décidé de proposer ses services à l'entreprise

« Le développement économique fait partie de nos attributions, nous ne sommes donc pas indifférents aux problèmes de l'entreprise Allais, explique Jean Dasnias, le président. J'ai demandé au président de la commission économique de la communauté d'agglomération de prendre contact avec ses dirigeants. »

Quelles aides ?

C'est donc Gill Geryl qui hérite du dossier. Le maire de Martin-Eglise, en charge de l'économie à l'Agglo, et les dirigeants des chantiers polletais, ont déjà eu des contacts, au moins téléphoniques. Mais c'est à la rentrée que les discussions sérieuses débiteront. Objec-



Les chantiers navals sont à l'étroit au Pollet, les carnets de commandes sont pleins et l'entreprise pourrait partir en Bretagne pour assurer sa survie

tifs : trouver des solutions pour assurer le maintien à Dieppe de ce fleuron de l'industrie navale et de ses soixante salariés.

Des solutions qui pourraient prendre la forme d'aides publiques, directes

ou incitatives, ou alors de locaux qui permettraient l'extension des ateliers de production. « Mais cela en restant toujours dans le cadre de ce qu'autorise la loi dans le domaine économique, insiste Jean Dasnias. Il en va de l'em-

ploi, du développement économique et du niveau des rentrées fiscales par le biais de la taxe professionnelle. »

La communauté d'agglomération n'est pas la première institution publique à se déclarer disposée, dans la

mesure de ses moyens et attributions, à venir en aide aux chantiers Allais. La Chambre de commerce et d'industrie « fera tout son possible », a déjà dit Évelyne Duhamel, la présidente. Du côté de la municipalité,

Édouard Leveau, le député-maire, est prêt à intervenir auprès de Gilles de Robien, le ministre de l'Équipement. « Je considère que l'entreprise comme essentielle à l'économie dieppoise », avait-t-il déclaré.

« Solutions raisonnables »

François Allais, le patron des chantiers navals, devait se douter que son projet susciterait de telles réactions. Mais il assure qu'il n'en demandait pas tant. Il se défend aujourd'hui, dans un communiqué, de faire du chantage à l'aide publique : « Cela n'a jamais été dans mes intentions, car lorsque l'on fait du chantage, on se sent fort d'un pouvoir que je n'ai pas. Une main tendue, oui, pour trouver des solutions qui soient raisonnables, car je n'engagerai jamais l'entreprise sur des chemins de renommée qui pourraient la conduire à sa perte et ne feraient rien gagner à la collectivité dieppoise. »

Il avoue n'avoir qu'un seul souci, celui d'assurer le développement de l'entreprise : « Rien n'est plus frustrant pour un dirigeant que de refuser des commandes », conclut-il.